

## Conseil général. Les personnels toujours mobilisés

Une vingtaine de personnes ont manifesté, hier, devant le centre Henri-Queffélec de Gouesnou, où se tenait une réunion de territoire, pour protester contre la politique du conseil général.



Conseil général. Les personnels toujours mobilisés.

Une vingtaine de personnels ont manifesté à la réunion de territoire du conseil général, sans toutefois perturber les débats.

La CGT du conseil général a appelé, hier, à la grève, dans le cadre de la journée d'action nationale interprofessionnelle, mais au lieu de se retrouver place de la Liberté, les personnels grévistes avaient choisi le centre Henri-Queffélec de Gouesnou, où se tenait une réunion de territoire du département. Une vingtaine de manifestants se sont regroupés à l'entrée du centre, mais ils n'ont pas investi la salle, comme cela avait été le cas en janvier, à Quimper, lors du vote du budget du conseil général.

### Action sociale et service des routes

« Nous protestons contre la politique managériale déshumanisée qui est mise en oeuvre dans les services du département », a expliqué Lionel Bocher, secrétaire général du syndicat CGT du conseil général. Deux services sont particulièrement concernés par ce mouvement de protestation, celui des routes depuis le transfert de l'ancienne DDE (Direction départementale de l'équipement) et celui des travailleurs sociaux. « La réorganisation du service des routes passe par la suppression de cinq centres d'exploitation sur les 26 existants. Nous sommes contre la suppression de ces services de proximité. D'autre part, en ce qui concerne l'action sociale, le nouveau schéma mis en oeuvre déshumanise le service public. Le fil rouge entre les usagers et les travailleurs sociaux disparaît au profit d'un outil informatique. En PMI, il y a de plus en plus d'infirmières qui font le boulot des médecins, tout comme pour l'évaluation de l'Allocation personnalisée d'autonomie ».

### À nouveau en juin

Le syndicat déplore aussi l'absence d'un réel dialogue social. « L'invitation à discuter avec les partenaires sociaux ne fait jamais bouger les lignes. Si c'est toujours le cas, nous interviendrons lors de l'assemblée plénière du conseil général, prévue en juin ».